

Financement des entreprises – France • Octobre 2022

La croissance du crédit bancaire s'accélère pour tous les segments d'entreprises

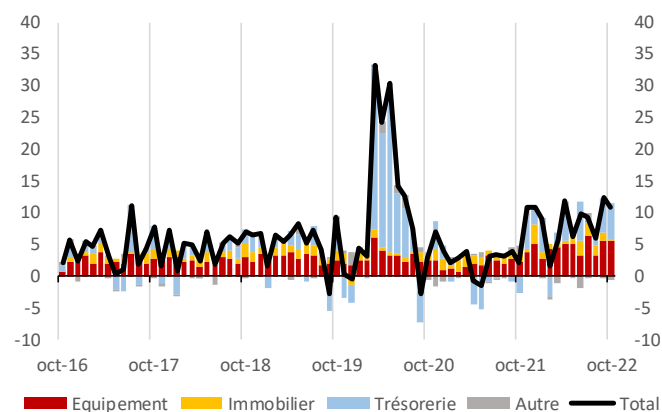
- Le taux de croissance annuel des encours de crédits continue de progresser à un rythme très soutenu en octobre (+ 8,6 %, après + 7,9 % en septembre et + 7,2 % en août, cf. tableau 1), pour toutes les catégories d'entreprises, PME (+5,7%), ETI (+6,6%) ou GE (+19,9%), sous l'effet du dynamisme du crédit à l'investissement comme du crédit de trésorerie. La croissance annuelle du crédit à l'investissement se renforce encore (+ 8,3 %, après + 8,1 % en septembre), toujours portée par sa composante équipement, dont la croissance atteint + 10,5 %, après + 10 % en septembre. Le crédit de trésorerie progresse également nettement à + 11,1 %, après + 8,4 % en septembre.
- L'écart de dynamique entre le crédit bancaire et le financement par titres se creuse, soulignant un rééquilibrage de leur financement en faveur du crédit bancaire, du fait d'un coût plus contenu.
- Le coût des crédits bancaires augmente de 32 points de base en octobre (2,50 %, après 2,18 % en septembre) tandis que celui des émissions de titres de dette se détend légèrement (4,39%, après 4,47% en septembre). Au total, le coût global des financements des sociétés non-financières atteint 3,15 % en octobre, en hausse de 17 points de base (2,98 % en septembre).

1 - Vue d'ensemble des SNF : Encours et flux en Mds €, taux de croissance annuel et coût en %

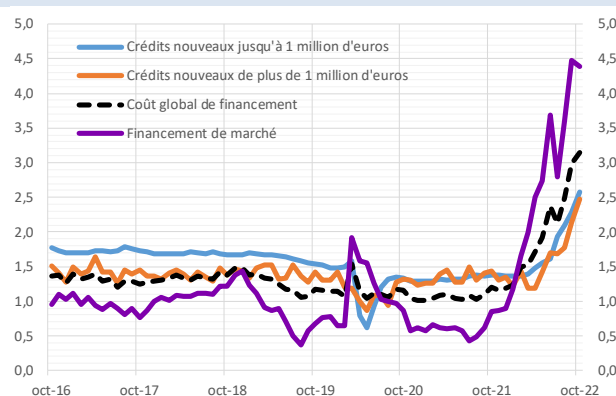
(données non cvs) ^W

	oct-22			Taux de croissance brut			Coût (taux d'intérêt annuel)		
	Encours	Flux nets sur 12 mois	Flux brut sur 12 mois (production)	août-22	sept-22	oct-22	août-22	sept-22	oct-22
Financement des SNF	2 020,3	94,5		4,6	4,9	4,9	2,49	2,98	3,15
Financement par crédit bancaire	1 322,2	104,6	377,0	7,2	7,9	8,6	1,89	2,18	2,50
Investissement	907,8			7,8	8,1	8,3			
Équipement	571,3			9,4	10,0	10,5			
Immobilier	336,4			5,2	5,1	4,8			
Trésorerie	347,8			6,3	8,4	11,1			
Autres	66,7			3,4	2,5	0,2			
Crédits <= 1 million €			124,9				2,10	2,28	2,58
Crédits > 1 million €			252,1				1,78	2,13	2,47
Financement de marché	698,1	-10,1		0,0	-0,4	-1,4	3,60	4,47	4,39

Variations mensuelles d'encours de crédits par objet (données cvs-cjo en mds€) ^W



Coût par source de financements (en %) ^W





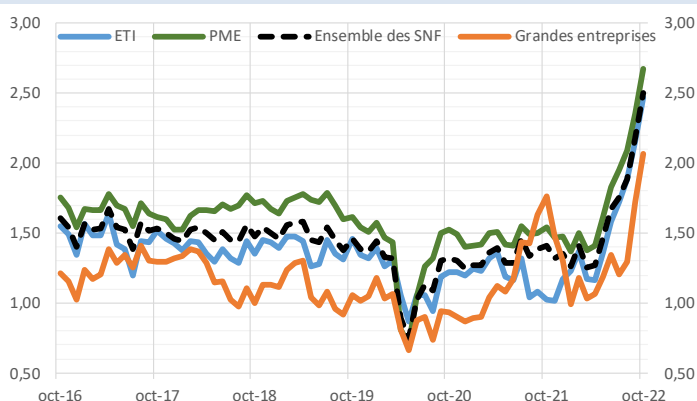
2 – Crédits bancaires par taille de SNF ^W

- Les encours de crédit sont en hausse sur un an quelle que soit la catégorie d'entreprises avec, pour les grandes entreprises une hausse de + 19,9 % en octobre contre + 15,2 % en septembre et pour les ETI une hausse de + 6,6 % en octobre contre + 5,7 % en septembre, alors que pour les PME elle est plus mesurée (+ 5,7 % en octobre contre + 5,6 % en septembre).
- Le coût des emprunts bancaires augmente nettement quelle que soit la taille d'entreprises en octobre : + 34 points pour les grandes entreprises (2,07 %), + 31 points pour les ETI (2,47 %) et les PME (2,67%).

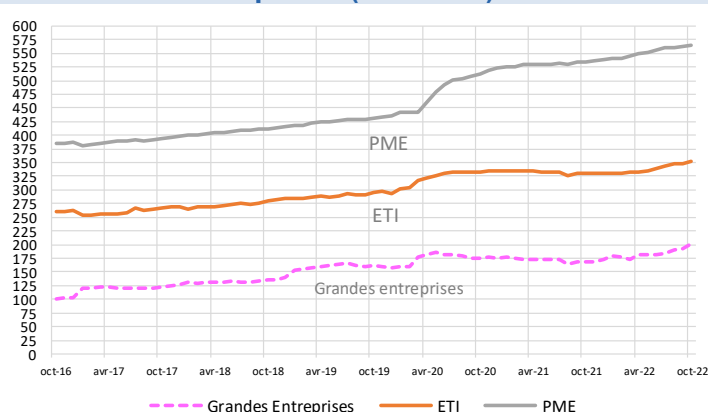
	Encours en Mds €	Taux de croissance brut annuel en %			Coûts en % (taux d'intérêt annuel)		
	oct-22	août-22	sept-22	oct-22	août-22	sept-22	oct-22
Total SNF	1 322,2	7,2	7,9	8,6	1,89	2,18	2,50
<i>dont:</i>							
- PME	564,9	6,1	5,6	5,7	2,09	2,36	2,67
- ETI	352,5	6,5	5,7	6,6	1,88	2,16	2,47
- Grandes entreprises	202,0	15,5	15,2	19,9	1,29	1,72	2,07

Note de méthode : Les crédits totaux aux sociétés non financières (SNF) sont mesurés à partir des données des bilans bancaires, qui fournissent de l'information « macro », c'est-à-dire exhaustive (toutes les entreprises à partir des crédits au premier euro), avec certaines ventilations selon la nature du crédit. En parallèle, sur base règlementaire, les établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent déclarer par bénéficiaire (information « micro ») au Service Central des Risques de la Banque de France (SCR) les concours accordés dès-lors qu'ils dépassent 25 000 €. Cette collecte est progressivement abandonnée au profit de la collecte AnaCredit, sauf pour les banques de petite taille qui ne seront pas assujetties à cette déclaration, pour respecter la « proportionnalité » entre l'importance économique de la banque et les contraintes de ses obligations déclaratives. Cette collecte « micro », assez large mais non-exhaustive, offre l'avantage de pouvoir adopter les notions d'entreprise et de catégorie d'entreprise définies par le décret n° 2008-1354 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique (décret d'application de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie - LME). La différence résiduelle entre le total par taille d'entreprise et le total SNF s'explique pour l'essentiel par ces différences de champs et par les unités légales ne pouvant être affectées dans une catégorie de taille selon les critères de la LME (« SCI et divers »).

Taux d'intérêt par taille d'entreprises (en %) ^W



Encours de crédits mobilisés par taille d'entreprises (en mds €) ^W





3 – Crédits bancaires par secteur (encours en mds €, taux de croissance annuel en %) ^W

- La croissance de l'encours des crédits mobilisés « toutes industries » est forte (+12,7 %), bien que quasi nulle pour l'industrie manufacturière (+1 %).
- Pour les autres secteurs, les activités immobilières et le conseil et services aux entreprises connaissent la plus forte croissance de leurs crédits mobilisés (respectivement + 11,1% et + 11,8%), alors que ceux du secteur de l'hébergement et de la restauration se réduisent (- 0,6 %).

	Encours oct-22	mobilisés		mobilisés et mobilisables		
		Taux de croissance en %		Encours	Taux de croissance en %	
		sept-22	oct-22	oct-22	sept-22	oct-22
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	61,6	3,0	3,2	71,0	4,6	4,6
Toutes industries (BE)	167,3	11,7	12,7	261,6	5,0	7,6
- dont industrie manufacturière (C)	117,6	0,7	1,0	184,7	-2,2	0,8
Construction (FZ)	78,6	4,1	11,0	116,7	8,6	7,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (G)	185,8	5,2	5,0	259,0	5,8	5,8
Transports et entreposage (H)	58,3	4,7	2,2	72,2	4,4	3,3
Hébergement et restauration (I)	48,8	-0,5	-0,6	53,5	-0,3	-0,4
Information et communication (JZ)	32,1	4,6	10,8	55,4	0,5	4,3
Activités immobilières (LZ) (*)	518,0	10,7	11,1	571,4	11,3	11,4
Conseils et services aux entreprises (MN)	98,6	9,9	11,8	126,1	8,3	9,4
Enseignement, Santé humaine, action sociale et autres services (PS)	59,1	0,1	0,8	68,0	-1,0	-1,0
Holdings	16,5	17,2	31,8	19,7	10,2	24,4
Total (**)	1 324,8	7,9	8,9	1 674,7	7,1	7,7

(*) Y compris sociétés civiles immobilières

(**) Sur la différence entre le total SNF et le total entreprises, cf. note de méthode